

LIBYE

L'Otan n'exclut pas de poursuivre ses frappes durant le Ramadan

L'Otan n'exclut pas de poursuivre son opération en Libye durant le mois de Ramadan (août) si les forces du colonel Mouammar Kadhafi ne respectent pas de trêve pendant le mois saint pour les musulmans, ont indiqué hier ses porte-parole.

«A propos du Ramadan, il faudra voir si les forces de Kadhafi continuent à bombarder et à infliger des pertes au peuple de Libye», a déclaré le porte-parole de l'opération Protecteur Unifié de l'Otan, Mike Bracken, lors d'une vidéo-conférence retransmise depuis le centre de commandement de l'Otan à Naples (sud de l'Italie).

«Si elles le font, et nous pensons qu'il y a des risques qu'elles le fassent, alors je pense qu'il sera hautement approprié que la protection de ces vies continue et l'Otan utilisera le mandat qu'elle a reçu pour protéger ces vies», a-t-il ajouté.

«Nous espérons que les forces de Kadhafi cesseront d'attaquer et de menacer les civils, pas juste pour le Ramadan, mais immédiatement», a pour sa part déclaré

depuis Bruxelles la porte-parole de l'Alliance atlantique, Oana Lungescu.

«Jusqu'à présent, le régime de Kadhafi a montré un mépris choquant pour le respect de la vie humaine. Nous l'avons vu utiliser des boucliers humains et tirer des missiles depuis des mosquées. Aussi longtemps que les attaques et les menaces persistent, la mission de l'Otan sera de protéger les civils en Libye», a-t-elle ajouté.

Interrogée sur d'éventuelles livraisons d'armes aux rebelles libyens, la porte-parole a expliqué que l'Otan entendait rester dans le mandat confié par les Nations unies. Or, ce mandat est «très clair : c'est la protection des civils», a souligné M^{me} Lungescu, laissant entendre que la livraison d'armes n'en faisait pas partie.



Photo : DR.

Les avions de l'Otan sur le qui-vive.

Par ailleurs, la venue aujourd'hui au siège de l'Otan à Bruxelles de représentants du Conseil national de transition (CNT), l'opposition

libyenne, sera «une bonne occasion de les entendre», a dit la porte-parole.

«Ils participeront à une réunion

informelle du Conseil de l'Atlantique Nord», qui réunit les ambassadeurs des 28 pays de l'Otan, et auront une «courte rencontre bilatérale» avec son secrétaire général, Anders Fogh Rasmussen, a-t-elle précisé.

Cela permettra de «voir comment ils voient la situation sur le terrain et la suite des événements et pour l'Otan d'expliquer comment elle agit pour remplir le mandat de l'Onu», a estimé Oana Lungescu.

Mais le mandat de l'Otan est «militaire» et l'Alliance n'a pas la responsabilité des aspects politiques, a-t-elle souligné, même si le secrétaire général de l'Alliance participera à un sommet du groupe de contact international sur la Libye vendredi à Istanbul.

Le groupe de contact international sur la Libye, créé à Londres le 29 mars, comprend tous les pays participant à la campagne de l'Otan contre le régime de Mouammar Kadhafi.

NUCLÉAIRE

L'AIEA reste ferme face à l'Iran qui veut poser des conditions

L'Iran a envisagé hier une coopération plus étroite avec l'AIEA, sous condition d'un arrêt de l'enquête sur son programme nucléaire controversé, une proposition que l'agence a repoussée estimant ne pas avoir reçu suffisamment de clarifications de la part de Téhéran. En visite à Vienne au siège de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, a souhaité la création d'un «nouveau mécanisme» pour régler le différend entre l'Iran et l'AIEA.

«Mais, l'AIEA doit d'abord dire que la première étape a été remplie et qu'une réponse a été apportée aux six questions en suspens. Ceci devrait être dit d'une manière explicite», a précisé M. Salehi, à l'issue d'une rencontre avec le directeur général de l'agence onusienne, le Japonais Yukiya Amano.

L'AIEA et l'Iran avaient adopté en août 2007 une feuille de route afin d'apporter des réponses aux interrogations de l'agence quant à la nature du programme nucléaire de Téhéran : pacifique, comme l'affirme la République islamique, ou visant la fabrication d'une bombe atomique, comme le soupçonnent les Occidentaux. «Le directeur général a indiqué (à M. Salehi) qu'il n'est pas en mesure à cette étape de considérer la feuille de route accomplie», a réagi l'AIEA dans un communiqué. Lors de leur entretien, M. Amano «a réitéré la position de l'agence sur les questions où l'Iran ne remplit pas ses engagements comme indiqué dans le rapport de février remis au Conseil des gouverneurs», poursuit le communiqué.

En raison de ces soupçons, l'Iran est l'objet d'une série de sanctions internationales, tant du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) que de l'Union européenne (UE). Visé par les sanctions internationales du temps où il était chef du programme nucléaire iranien, le ministre iranien des Affaires étrangères peut se rendre en Europe depuis le 26 mai après la suspension de son interdiction de visa par Bruxelles. Ali Akbar Salehi s'est s'entretenu plus tard hier avec son homologue autrichien, Michael Spindelegger qui a insisté sur l'importance «de surmonter le blocage» sur le programme nucléaire et invité l'Iran à faire des progrès sur les droits de l'Homme. M. Spindelegger a appelé à la libération de deux militantes, Maryam Majd et la réalisatrice Mahnaz Mohammadi, arrêtées en juin. «Aucun pays n'est parfait sur les droits de l'Homme», a rétorqué M. Salehi, tout en soulignant que la République islamique faisait «des efforts» sur ce sujet. Une douzaine de manifestants ont également protesté devant le ministère des Affaires étrangères contre la réception du dirigeant iranien par les autorités autrichiennes. «Nous voulons résoudre la question du programme nucléaire et améliorer la situation des droits de l'Homme. Pour y parvenir, nous avons besoin de dialogue», a justifié M. Spindelegger. Le ministre iranien a ensuite rencontré des parlementaires autrichiens. Cette réunion a été boycottée par le parti écologiste die Grünen.

CÔTE D'IVOIRE

3 mois après la chute, le camp Gbagbo sans chef ni boussole

Un mentor en résidence surveillée, des cadres aux arrêts ou en exil, un parti qui se déchire : le camp de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo est sans chef ni boussole trois mois après la crise post-électorale qui a signé la fin de son règne.

Après une décennie de pouvoir et la bataille d'Abidjan qui a conduit à l'arrestation de M. Gbagbo le 11 avril, une image résume la situation de son camp : celle du siège de son parti, le Front populaire ivoirien (FPI), dont il ne reste presque que les murs à la suite des pillages commis durant les combats. Mais pour le FPI, les dégâts sont bien plus considérables, à l'issue de la crise née du refus de son chef de reconnaître sa défaite à la présidentielle de novembre 2010, qui a fait quelque 3 000 morts.

Dernier coup dur : Mamadou Koulibaly, chef par intérim du FPI, a claqué lundi la porte d'un parti jugé «réfractaire au changement» et annoncé la création d'une formation baptisée Liberté et démocratie pour la République (Lider). Président de

l'Assemblée nationale et personnalité atypique de son camp, M. Koulibaly pointe les divisions qui ont éclaté au grand jour. «On s'est retrouvé avec trois FPI, dit-il à l'AFP : l'un, officiel, que j'étais censé représenter à Abidjan», et «deux officieux» dirigés par des exilés du FPI au Ghana et le porte-parole de l'ex-président, Justin Koné Katina, lui aussi à l'extérieur.

Au cœur des affrontements : le sort réservé à Laurent Gbagbo

Un parti ne peut avoir «pour seul programme la libération d'un leader», fait valoir M. Koulibaly, soupçonné par ses adversaires de vouloir lâcher l'ancien chef d'Etat. Sur décision du gouvernement du nouveau président Alassane Ouattara, M. Gbagbo est en

résidence surveillée dans le nord du pays, de même que son épouse Simone et 13 proches, dont le président en titre du FPI, Pascal Affi N'Guessan. La justice ivoirienne, qui poursuit ses enquêtes sur eux, a déjà inculpé 24 figures du régime déchu, incarcérées samedi à Boundiali (nord) pour atteinte à la sûreté de l'Etat ou détournement de fonds, et a imposé des gels d'avoirs à beaucoup d'autres.

«La libération des camarades constitue la priorité du parti», insiste Sylvain Miaka Oureto, secrétaire général du FPI. Mais c'est aussi «l'inventaire» que le chef des députés voulait dresser de la décennie Gbagbo, avant les législatives prévues en fin d'année, qui a causé le clash. «Koulibaly avait amorcé une autocritique, mais les autres sont incapables de regarder en face leur responsabilité dans la crise post-électorale», tranche un familier de la scène ivoirienne. «Gbagbo est le fétiche du FPI, y toucher c'est se faire hara-kiri», com-

mente de son côté le politologue Dominique Ouya. Pour l'ex-parti présidentiel, ses ténors et ses satellites, l'avenir n'a jamais été aussi sombre. En première ligne durant la crise, Charles Blé Goudé, chef des «jeunes patriotes» pro-Gbagbo accusés de nombreuses violences, fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Il tonne contre le «pouvoir dictatorial» de M. Ouattara, mais reste invisible. Il se trouverait au Bénin ou au Ghana, un pays d'où nombre d'exilés guettent l'occasion de rentrer au bercail, à l'heure de la «réconciliation». Alors que la presse ivoirienne spéculait sur de supposées velléités de coup d'Etat du camp des vaincus depuis Accra, les intérêts semblent essentiellement préoccupés de leur propre sort.

«Nous attendons du régime Ouattara une assurance sécuritaire qui tarde à venir», confie un exilé, qui promet : «Un jour on s'assoira pour se dire la vérité.»

EFFONDREMENT DE L'EURO, L'ALLEMAGNE SERMONNE LES CANCRES : ITALIE, ESPAGNE, PORTUGAL ET GRÈCE

Berlin mais pas enchanteur

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

La zone euro, d'un mot l'Europe, d'un autre mot le monde, vit une véritable tragédie.

D'aucuns n'excluent même plus le défaut de paiement total ou partiel de la part de la Grèce. Les économistes dont le sort — et les appointements — dépendent des commanditaires politiques, leurs payeurs en définitive, ont trouvé le mot qui ne fâche pas, qui n'incite pas à la panique. Il n'est peut-être pas rassurant — quel expression, par les temps qui courent le peut-elle ? —, mais il ne crée pas la panique. En tout cas, pas plus que de raison. C'est dévissage. Ah, quelle trouvaille ! quel belle trouvaille ! Génial !

Pour autant, hélas, ça ne règle aucun problème, ni ne met un terme à la dangereuse glissade européenne. La zone euro est dans la tourmente. Une vraie tempête. Angela Merkel, chancelière allemande,

vrai patron donc de l'euro, n'hésite plus à sermonner publiquement les mauvais élèves, les garnements, les chenapans. Elle a dit publiquement - fait rare dans les annales diplomatiques - qu'elle a demandé au chef du gouvernement italien, sans même citer son nom, de se conformer à ses engagements. Le pauvre Berlusconi qui avait engagé l'Italie pour trouver quarante milliards d'euros à donner aux marchés comme gages pour ne pas dégrader la notation de la Botte. Puis, plus rien. L'économie italienne n'a pas pu réunir cette somme. Merkel, chef de l'Europe, peut-être même le seul pays qui respecte l'orthodoxie financière de l'espace euro, est en colère. L'Allemagne n'en peut plus et ne veut plus porter à bout de bras des cancrs, des paresseux, des sudistes «bons à rien». Elle a en ligne de mire : la Grèce, évidemment, l'Italie, bien sûr, le Portugal, c'est normal, l'Espagne, et comment Madrid peut être ne pas y être dans ce classement des pitres ? Les marchés continuent de dégringoler. Hier, les princi-

pales Bourses européennes ont chuté d'au moins deux points.

L'Italie, la plus vulnérable (à l'exception de la Grèce mise sous tutelle pratiquement) a donc été attaquée à «l'arme lourde». Ses taux obligataires sont montés en flèche. Rome abandonnait 4% de taux. Lisbonne et Madrid perdaient 4% et 3/5%, alors que Francfort, la solide, abandonnait 2,75%. Londres s'en sort bien en ne cédant que 2%. Les antieuropéens, les eurosceptiques de plus en plus nombreux que le Royaume-Uni s'en tire à bon compte parce qu'il ne fait pas partie de la zone euro. L'euro, sera-ce une monnaie de Sudistes drivé par un cador, l'Allemagne ? A bien y regarder, oui ! Liste des cancrs, Grèce, Espagne, Italie, Portugal. Tous de la zone sud, en majorité méditerranéens, sauf le Portugal qui, à bien des égards, l'est. Lisbonne est coincé entre l'Océan et l'Espagne, un grand de la mer d'Ulysse et de Cervantès. Une véritable tragédie... grecque.

A. M.